

Rénovation et Extension de l'école des Clottins
Avenue George Sand
95560 Baillet en France

PC 39 - NOTICE D'ACCESSIBILITE

PROPRIETAIRE

Mairie de Baillet en France

1,rue jean nicolas 95460 Baillet en france

MAITRISE D'ŒUVRE

Jy lamouche architecte dplg
54,rue lepic
75018 Paris

SOMMAIRE

1.	RAPPELS	3
1.1	Réglementation.....	3
1.2	Champ d'application	3
1.3	L'obligation concernant les ERP et IOP :.....	3
1.4	Définition de l'accessibilité :	3
2.	OBJET DU DOCUMENT	4
3.	OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE	4
4.	COMPOSITION DU DOSSIER	5
5.	DESCRIPTION DU PROJET	6
5.1	Programme.....	6
5.2	Situation juridique.....	6
6.	PARTI ARCHITECTURAL	6
7.	ENGAGEMENTS DU MAITRE D'OUVRAGE ET DU MAITRE D'OEUVRE	8
8.	ANNEXE A LA NOTICE D'ACCESSIBILITE	9
8.1	Principe dispositions techniques concernant le projet.....	9

(1) Certaines dispositions sont vérifiables au stade de la demande de PC (ex: largeur des cheminements), d'autres le seront ultérieurement (ex: choix du carrelage non brillant.....).

1. RAPPELS

1.1 Réglementation

- Loi n° 2005-102 du 11 février 2005.
- Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006.
- Arrêté du 1^{er} août 2006.
- Arrêté du 21 mars 2007.
- Arrêté du 9 mai 2007.
- Annexe 3 à l'arrêté du 22 mars 2007.

1.2 Champ d'application

- ERP et IOP neufs.
- ERP créé par changement de destination dans l'existant avec ou sans travaux.
- Construction de surfaces ou volumes nouveaux suite à des travaux.
- ERP et IOP existants.
- ERP de 5^{ème} catégorie créé par changement de destination dans l'existant pour accueillir des professions libérales.

1.3 L'obligation concernant les ERP et IOP

Les exigences d'accessibilité des ERP et IOP sont définies par les articles R.111-19 à R.111-19-24 du code de la construction et de l'habitation.

L'article R. 111-19-1 précise :

- « Les établissements recevant du public définis à l'article R. 123-2 et les installations ouvertes au public doivent être accessibles aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap.
- « L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements.

1.4 Définition de l'accessibilité

L'accessibilité est une obligation de résultat, il s'agit d'assurer l'usage normal de toutes les fonctions de l'établissement ou de l'installation :

- Art. R. 111-19-2. - Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment ou aménagement permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente.

2. OBJET DU DOCUMENT

La présente notice précise, au stade du permis de construire, l'engagement du maître d'ouvrage vis à vis de la réglementation relative à l'accessibilité pour les personnes handicapées et fournit un cadre de renseignement pour l'examen du projet nécessaire à l'instruction du dossier de permis de construire ou d'autorisation de travaux.

3. OBLIGATIONS DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Au stade du permis de construire ou d'autorisation de travaux le maître d'ouvrage prend l'engagement de respecter les règles de construction.

Il doit fournir tous les éléments connus à ce stade du projet, et décrits ci-après, permettant une première vérification de la prise en compte des règles d'accessibilité facilitant l'AVIS OBLIGATOIRE de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (CCDSA).

En fin de travaux l'engagement pris par le maître d'ouvrage de respecter les règles de constructions sera confirmé par la fourniture d'une ATTESTATION DE PRISE EN COMPTE DES REGLES D'ACCESSIBILITE telle que définie par les articles R.111-19-21 à R.111-19-24 du code de la construction et de l'habitation :

- Pour les dossiers soumis à permis de construire, le demandeur doit faire établir une attestation à l'issue de l'achèvement des travaux, par un contrôleur technique ou un architecte soumis à l'article 2 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, qui ne peut être celui qui a signé la demande de permis de construire.
- Le maître d'ouvrage adresse l'attestation à l'autorité qui a délivré le permis de construire et au maire dans un délai de trente jours à compter de la date de l'achèvement des travaux.

(1) Certaines dispositions sont vérifiables au stade de la demande de PC (ex: largeur des cheminements), d'autres le seront ultérieurement (ex: choix du carrelage non brillant.....).
--

Est puni d'une amende prévue pour les contraventions de la 5^{ème} classe le fait pour une personne d'établir une attestation visée à l'article R. 111-19-21 en méconnaissance des conditions fixées à l'article R. 111-19-22. La personne qui a commis cette infraction encourt également la peine complémentaire d'affichage ou de diffusion, par la presse écrite ou par tout moyen de communication audiovisuelle, de la décision prononcée, dans les conditions prévues aux articles 131-35 et 131-48 du code pénal. La récidive des contraventions est punie conformément aux dispositions de l'article 132-11 du code pénal.

4. COMPOSITION DU DOSSIER

Le dossier transmis pour étude devra comporter les pièces suivantes:

- Un plan de situation.
- Un plan de coupe horizontale de chaque niveau.
- Une notice d'accessibilité.
- Une notice de sécurité.

Le Préfet peut accorder des dérogations, après consultation de la CCDSA, aux dispositions des articles R.111-19 à R.111-19.5 et R.111-19-7 à R.111-19-9 qui ne peuvent être respectées du fait d'une impossibilité technique résultant de l'environnement du bâtiment et notamment des caractéristiques du terrain, de la présence de constructions existantes ou de contraintes liées au classement de la zone de construction, notamment au regard de la réglementation de prévention contre les inondations ou, s'agissant de la création d'un ERP ou d'une IOP dans une construction existante, en raison de difficultés liées à ses caractéristiques ou à la nature des travaux qui y sont réalisés ou pour des motifs liés à la conservation du patrimoine architectural en cas de création d'un ERP par changement de destination dans un bâtiment ou une partie de bâtiment classé ou inscrit au titre des monuments historiques.

La demande de dérogation dûment motivée, soumise à la procédure prévue au II de l'article R.111-19-16, doit être adressée en 3 exemplaires.

Partie de l'établissement accessible au public : (indiquer sur les plans et/ou compléter le tableau ci-dessous pour les points particuliers) :

ZONE	Préciser si le public est admis totalement ou partiellement dans cette zone
Rez-de-chaussée	Oui
Etage	Oui
Sous sol	Sans objet

5. DESCRIPTION DU SITE

L'école des clottins (primaire, maternelle, restaurant et logements de fonction) est située rue George Sand et rue des heures claires

L'école maternelle et le centre de loisirs sont situés essentiellement en rez de chaussée,

l'école primaire comporte un étage accessible aux écoliers

le restaurant scolaire est situé au rez de chaussée, les logements sont à l'étage

5.1 Programme

Il s'agit de rénover et restructurer le restaurant du rez de chaussée à destination de l'école maternelle

De transformer les 3 logements de l'étage en restaurant scolaire à destination de l'école primaire

avec l'aménagement d'une bibliothèque et d'une salle de réunion

5.2 Situation juridique

L'école des clottins appartient à la mairie de Baillet en France

6. PARTI ARCHITECTURAL

Parti-pris architectural du projet

Il s'agit de rénover les aspects extérieurs du bâtiment avec l'aménagement de loggia à partir de balcons existants (une accessible l'autre pour recevoir des équipements techniques coté nord)

Mise en accessibilité

Le stationnement pour pmr est prévu sur la cour située au nord de la parcelle côté avenue George Sand

Chaque bâtiment a une altimétrie différente, c'est pourquoi les dispositions impliquent plusieurs aménagements :

niveau 0 de référence la cour et le rdc de l'école primaire

niveau +0,52 école maternelle et centre de loisirs

(1) Certaines dispositions sont vérifiables au stade de la demande de PC (ex: largeur des cheminements), d'autres le seront ultérieurement (ex: choix du carrelage non brillant.....).

Baillet en France-extension de l'école des clottins -pc 39-

niveau + 1,60 restaurant de l'école maternelle
niveau + 4,65 restaurant de l'école primaire, salle de réunion et bibliothèque

- 1-access depuis la voie publique vers l'école maternelle et centre de loisirs
accès à 3% de pente (existant)
- 2-access depuis la voie publique vers l'école primaire et l'école maternelle
Rampe à 5% avec paliers de repos
2 rampes à 12% sur 2m avec palier de repos (règle IEP)
- 3-access de l'école maternelle et de l'école primaire vers le restaurant
Élévateur oblique pour pmr le long des 2 volées d'escalier
- 4-access depuis la cour vers l'élévateur pmr
Rampe à 3%
- 5-access aux restaurants rdc et r+1
Élévateur pour pmr desservant 3 niveaux avec double accès
Niveau cour +0,3m niveau rdc +1,6 niveau étage +4,65

La salle de classe primaire 1 (niveau +0,00 étant la salle de classe pouvant recevoir des élèves à mobilité réduite

7. ENGAGEMENTS DU MAITRE D'OUVRAGE

Maître d'ouvrage:

Je soussigné, M.....Maître d'ouvrage,
m'engage à respecter les règles d'accessibilité aux personnes handicapées sur le projet défini ci-avant.
Date : signature

8. ANNEXE A LA NOTICE D'ACCESSIBILITE

L'accessibilité sera assurée sur le rez de chaussée

C'est ainsi que seront notamment pris en compte :

- Pour la déficience visuelle : des exigences en termes de guidage, de repérage et de qualité d'éclairage
- Pour la déficience auditive : des exigences en termes de communication, de qualité sonore et de signalisation adaptée
- Pour la déficience intellectuelle : des exigences en termes de repérage et de qualité d'éclairage
- Pour la déficience motrice : des exigences spatiales, de stationnement et de circulation adaptés, de cheminement extérieur et intérieur, de qualité d'usage des portes et équipements.

8.1 Principe dispositions techniques concernant le projet de la médiathèque

Le détail de l'ensemble des dispositions réglementaires figure dans le Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 et les Arrêté du 1er août 2006 et Arrêté du 21 mars 2007.

Etablissement recevant du public et Installation ouverte au public de 5 ^{ème} catégorie	Cocher les cases		Commentaires sur les dispositions retenues ou envisagées (1)
	Prévu ou envisagé (1)	Sans objet	
1. Généralités			
Respect des dispositions de l'arrêté du 1 ^{er} Août 2006 (ERP et IOP neufs) Respect des dispositions de l'arrêté du 21 Mars 2007 (ERP et IOP existants)			
2. Cheminements extérieurs (article 2 et article3)			CF : emprise de l'unité foncière.
- Les chemins d'accès existants seront sans ressaut supérieur à 2 cm.			
3. Place de stationnement (article 3 et article 4)			
1 place			Côté avenue George Sand
4. Accès au(x) bâtiment(s) ou à l'établissement et aux locaux ouverts au public (article 4)			
- Accès principal accessible en continuité avec le cheminement accessible	X		Pente 4%
- Entrée principale facilement repérable	X		Ventaux >0,9M
Dispositifs d'accès au bâtiment			
- Facilement repérable	X		L'entrée du bâtiment sera signalée.
- Signal sonore et visuel		X	
Système de communication et dispositif de commande manuelle			
- A plus de 40 cm d'un angle rentrant ou d'un obstacle au fauteuil	X		
- Hauteur comprise entre 0,90 m et 1,30 m	X		
Contrôle d'accès et de sortie			
- Interphone situé à 1,30 m	X		Côté rue des heures claires relié au bureau 1
- Visiophone	X		

(1) Certaines dispositions sont vérifiables au stade de la demande de PC (ex: largeur des cheminements), d'autres le seront ultérieurement (ex: choix du carrelage non brillant.....).

Etablissement recevant du public et Installation ouverte au public de 5 ^{ème} catégorie	Cocher les cases		Commentaires sur les dispositions retenues ou envisagées (1)
	Prévu ou envisagé (1)	Sans objet	
- Accès de manière autonome à tous les locaux ouverts au public	X		Locaux accessibles
5. Circulations intérieures horizontales (article 6)			
- Largeur $\geq 1,40$ m	X		
- Rétrécissements ponctuels $\geq 1,20$ m		X	
- Dévers ≤ 2 cm	X		
- Sols non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue	X		
- Trous en sol : ou largeur ≤ 2 cm	X		
Pentes			
- Pente $\leq 4\%$	X		
- Pente entre 4 et 5% : palier de repos tous les 10 m		X	
- Pente entre 5 et 8% sur 2 m maxi	X		Entrée école maternelle
- Pente entre 8 et 10% sur 0,50 m maxi	X		Entrée école maternelle
- Paliers de repos en haut et en bas de chaque pente	X		
Caractéristiques des paliers de repos			
- 1,20 m x 1,40 m	X		
- Paliers horizontaux au dévers près		X	
Seuils et ressauts			
- ≤ 2 cm (ou 4 cm si pente $< 33\%$)	X		
- Arrondis ou chanfreinés	X		
Espaces de manoeuvre de porte			
- De part et d'autre de chaque porte ou portillon	X		
- Dimensions : 1,70 m en poussant et 2,20 m en tirant	X		
Espaces d'usage			
- Devant chaque équipement ou aménagement	X		
- Dimensions : 0,80 m x 1,30m	X		
Cheminement libre de tout obstacle			
- Hauteur libre : 2,20 m ou réduit à 2,00 m pour les parcs de stationnement		X	
- Repérage visuel, tactile ou par un prolongement au sol des éléments implantés ou en saillie de plus de 15 cm		X	
Protection			
- Protection si rupture de niveau $\geq 0,40$ m à moins de 0,90 m	X		
- Protection des espaces sous escaliers	X		
Marches isolées			Sans objet.
6. Circulations intérieures verticales (article 7 et articles 5 et 6)			
-		X	
Niveaux - un niveau rdc accessible au public - un niveau r+1 accessible au public			
. Tapis roulants, escaliers et plans inclinés mécaniques (article 8 et article 7) – Sans objet.			
8. Revêtements de sols, murs et plafonds (article 9)			
9. Portes, portiques et sas (article 10 et article 8)			
Largeur des portes principales et des portiques			
- $\geq 0,90$ m pour les locaux recevant moins de 100 personnes	X		
- $\geq 0,80$ m pour les locaux recevant moins de 100 personnes si contraintes existantes		X	
- $\geq 1,40$ m pour les locaux ou zones recevant au moins 100 personnes		X	
- Vantail couramment utilisé $\geq 0,90$ m pour les portes à plusieurs vantaux	X		
- $\geq 0,80$ m pour les portiques de sécurité		X	
- $\geq 0,90$ m pour accès aux chambres adaptées et services collectifs dans les établissements hôteliers et locaux d'hébergement si contraintes existantes		X	
- $\geq 0,80$ m pour accès aux chambres non adaptées dans les établissements hôteliers et locaux d'hébergement si contraintes existantes			

(1) Certaines dispositions sont vérifiables au stade de la demande de PC (ex: largeur des cheminements), d'autres le seront ultérieurement (ex: choix du carrelage non brillant.....).

Etablissement recevant du public et Installation ouverte au public de 5 ^{ème} catégorie	Cocher les cases		Commentaires sur les dispositions retenues ou envisagées (1)
	Prévu ou envisagé (1)	Sans objet	
- Effort pour ouvrir une porte ≤ 50 N	X		
- Portes vitrées repérables	X		Portes vitrées d'entrée et avec sérigraphie.
Poignées de portes			
- Facilement préhensibles	X		
- A plus de 40 cm d'un angle rentrant ou d'un obstacle au fauteuil ou	X		Sauf pour locaux techniques, ménages et poubelles.
- Pas d'exigences de distance d'un angle rentrant ou d'un obstacle au fauteuil si contraint existant			
Portes à ouverture automatique			Sans objet.
Espaces de manoeuvre de porte			
- Espace de manoeuvre de portes devant chaque porte à l'exception des portes ouvrant sur escalier	X		Circulation de 1,60 m de large permettant une giration de ø 1,50 m.
- Dimensions : 1,70 m en poussant et 2,20 m en tirant		X	
Sas			
- Espace de manoeuvre de portes devant chaque porte à l'extérieur comme à l'intérieur	X		Circulation de 1,50 m de large permettant une giration de ø 1,50 m.
- Dimensions : 1,70 m en poussant et		X	
- 2,20 m en tirant			
10. Dispositif d'accueil, équipements et dispositifs de commande (article 5 et article 11)			
Si existence d'un point d'accueil			
- Au moins un accessible.		X	
- Point d'accueil aménagé prioritairement ouvert et signalé		X	
- Banques d'accueil utilisables en position debout ou assis		X	
Commandes manuelles, dispositif de sécurité non réservé au personnel et fonctions voir, entendre, parler :			
- 0,90 m ≤ H ≤ 1,30 m	X		
Guichets d'information, vente manuelle et tables ou tablettes si nécessaires de lire, écrire ou utiliser un clavier			Sans objet
11. Sanitaires (article 12 et article 9)			
Cabinets d'aisances aménagés			
- sanitaire pmr au rdc et au r+1	X		
- Aux mêmes emplacements que les autres	X		
- Séparés H / F si autres sanitaires séparés		X	
- Communs H / F si autres sanitaires séparés et si contraintes existantes	X		
- 1 lavabo accessible par groupe de lavabos +sanitaires pmr	X		
Espace de manoeuvre avec possibilité de ½ tour			
- Emplacement dans le cabinet d'aisances ou devant la porte	X		
- Si emplacement à l'extérieur du cabinet d'aisances, pas d'exigences devant la porte mais à proximité de celle-ci, si contraintes existantes			
- Dimensions : ø 1,50 m	X		
Espace de manoeuvre de porte			
- Devant la porte et qui doit être équipée d'un dispositif permettant de la refermer derrière soi une fois entré	X		Circulation de 1,50 m de large permettant une giration de ø 1,50 m. portes coulissantes pour les sanitaires
- Dimensions : 1,70 m en poussant et 2,20 m en tirant			
Aménagements intérieurs des cabinets d'aisances			
- Dispositif permettant de refermer la porte	X		
- Espace d'usage de 0,80 m x 1,30 m latéral à la cuvette	X		
- Hauteur de la cuvette comprise entre 0,45 m et 0,50 m du sol	X		
- Lave-mains accessible situé à une hauteur ≤ 0,85 m	X		
- Barre d'appui latérale située entre 0,70 m et 0,80 m du sol	X		
- Barre d'appui supportant le poids d'une personne	X		
- Commande de chasse d'eau facilement accessible et manoeuvrable	X		
Lavabos accessibles			
- Bord supérieur : H ≤ 0,80 m	X		
- Vide en partie inférieure d'au moins	X		

(1) Certaines dispositions sont vérifiables au stade de la demande de PC (ex: largeur des cheminements), d'autres le seront ultérieurement (ex: choix du carrelage non brillant.....).

Etablissement recevant du public et Installation ouverte au public de 5 ^{ème} catégorie	Cocher les cases		Commentaires sur les dispositions retenues ou envisagées (1)
	Prévu ou envisagé (1)	Sans objet	
- 0,70 m x 0,60 m x 0,30 m (H x L x P)			
- Accessoires divers - porte-savon, sèche-linge, etc. à 1,30 m maxi	X		
- Urinoirs à différentes hauteurs si urinoirs disposés en batteries		X	
12. Sorties (article 13)			
- Sorties repérables sans risque de confusion avec les issues de secours	X		
13. Éclairage (article 14)			
- Valeurs d'éclairement :			
• 20 lux pour les cheminements extérieurs	X		
• 200 lux au droit des postes d'accueil	X		
• 100 lux pour les circulations intérieures horizontales	X		
• 150 lux pour les escaliers et équipements mobiles	X		
- Durée de fonctionnement des éclairages temporisés		X	
- Extinction progressive si éclairage temporisé		X	
- Éclairages par détection de présence	X		Eclairage permanent à 50% en heures de présence et 50 % sur détecteur de présence en dehors des horaires de présence.
14. Information et signalisation			
Cheminements extérieurs (article 2)	X		
Accès à l'établissement et accueil (article 4)			
- Repérage des entrées	X		
- Repérage du système de contrôle d'accès	X		
Accueils sonorisés (article 5)			Sans objet.
Circulations intérieures (articles 6, 7 et 8)			
- Éléments structurants du cheminement repérables	X		
- Repérage des parois et portes vitrées	X		
- Informations d'aide au choix de la circulation à proximité des commandes d'appel d'ascenseur	X		
- Dans le cas des équipements mobiles, escaliers mécaniques, tapis roulants et rampes mobiles, signalisation du cheminement accessible	X		
Équipements divers (articles 5 et 11)			Prévu signalisation visuelle et tactile en option.
Exigences portant sur tous les éléments de signalisation et d'information (annexe 3)			Prévu signalisation visuelle et tactile en option
15. Établissements recevant du public assis (article 16)			
16. Établissements comportant des locaux d'hébergement et locaux à sommeil (article 17 et article 10) – Sans objet.			
17. Établissements avec douches et cabines (article 18)			
Cabines			Sans objet
Douches			
- Au moins 1 douche aménagée	X		Local personnel
- Au même emplacement que les autres douches		X	
- Cheminement accessible jusqu'à la douche	X		
- Douches séparées H / F si autres douches séparées		X	
- Espace d'usage de 0,80 x 1,30 m latéralement à la douche	X		
- Siphon de sol	X		
- Siège	X		
- Dispositif d'appui en position debout	X		
- Équipements divers utilisables en position assis	X		
18. Caisses de paiement disposées en batterie (article 19) – Sans objet.			

8.2 Espaces d'attente sécurisés

Situé sur le balcon extérieur situé au r+1 devant l'élévateur pmr.

(1) Certaines dispositions sont vérifiables au stade de la demande de PC (ex: largeur des cheminements), d'autres le seront ultérieurement (ex: choix du carrelage non brillant.....).